



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Unité départementale
du Havre**
Équipe territoriale

Le Havre, le 20 juillet 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/07/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

XP-log (Challenge International)

2 rue Vincent Van Gogh

B.P.69

76290 MONTIVILLIERS

Références : 20220706_VI_XPLog_APMDExtinctionAutomatique

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/07/2022 dans l'établissement XP-log (Challenge International) implanté 2 rue Vincent Van Gogh B.P.69 76290 MONTIVILLIERS. L'inspection a été annoncée le 15/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- XP-log (Challenge International)
- 2 rue Vincent Van Gogh B.P.69 76290 MONTIVILLIERS
- Code AIOT dans GUN : 0005802055
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Activité principale : Entrepôt de stockage

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Conformité installation d'extinction automatique d'incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à transmettre une lettre de suite préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Extinction automatique incendie	AP de Mise en Demeure du 16/03/2022, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a traité les non-conformités signalées dans compte-rendu de vérification semestrielle d'un système de sprinklers du 03/08/2021. L'inspection propose au préfet de lever l'arrêté de mise en demeure du 16/03/2022.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Extinction automatique incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/03/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité de l'installation
Prescription contrôlée : La société XP-log (Challenge International) dont le siège social est situé 2 rue Vincent Van Gogh B.P.69 - 76290 MONTIVILLIERS, est mise en demeure de respecter sous 3 mois les dispositions du paragraphe 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/17 en justifiant de la conformité de l'installation d'extinction automatique incendie à un référentiel en vigueur de son établissement de MONTIVILLIERS.
Constats : L'exploitant a transmis par mail du 17/05/2022 le dernier rapport Q1 (compte-rendu de vérification semestrielle d'un système de sprinklers) du 21/02/2022 au 16/05/2022. Ce dernier ne présente pas de non-conformité. Les 4 non-conformités signalées dans le rapport de visite du 26/01/2022 ont été levées par l'exploitant. L'inspection a constaté sur le terrain l'absence de stockage sous l'auvent, celui-ci étant non sprinklé. Il est de la responsabilité de l'exploitant de veiller à maintenir l'absence de stockage sous l'auvent. Compte-tenu de ces éléments, l'inspection propose au préfet de lever l'arrêté de mise en demeure du 16 mars 2022.
Type de suites proposées : Sans suite